

Paris, le 28 octobre 2016

Objet : Concertation DGEC relative à la 4^{ème} période d'obligations CEE

La Direction Générale de l'Energie et du Climat a fait part de sa vision du dispositif de certificats d'économie d'énergie pour la période 2018-2020 en proposant une augmentation des obligations pesant sur les distributeurs d'énergies de plus de 200 % pour 2018 en comparaison de la moyenne des années 2015 à 2017, soit environ 650 Twhc /an contre environ 280 Twhc /an (précarité incluse estimée hors bonification).

Le niveau des obligations pour les années 2019 et 2020 n'a pas été précisé.

Observations de la FF3C

Extension de la 3^{ème} période à l'année 2018 :

La question posée d'une prolongation de la 3^{ème} période sur 2018 serait parfaitement inopportune si les objectifs venaient à être augmentés au-delà du rythme actuel.

Une 4^{ème} année de la période en cours peut être envisageable en regard des incertitudes quant aux délais de publication des textes d'application à la condition que le niveau d'obligations soit en proportion des trois premières années pour l'obligation « classique » et des deux dernières pour l'obligation « complémentaire » dite de précarité.

Ce maintien du rythme actuel est d'autant plus justifié que l'irruption en cours de période, au 1^{er} janvier 2016, d'une obligation complémentaire dite de « précarité » ne fait l'objet d'aucune expertise par manque de recul.

Créer une 4^{ème} année à la période en cours avec des objectifs accrus dans une telle proportion, revient à modifier profondément la règle de confiance qui prévaut lors de la mise en place d'une période, confiance déjà mis à mal par l'habile ajout d'obligation « complémentaire » en 2016 et la modification substantielle des conditions de réalisation de certaines opérations, que les arguments juridiques et techniques avancés soient motivés ou non.

En présentant un niveau global d'obligations de 1250 à 1540 Twhc pour une 3^{ème} période étendue à quatre ans, la proposition revient à une mesure rétroactive pour les obligés au 1^{er} janvier 2015.

Par ailleurs, nous observons que des appels à une modification de l'objectif pour la 3^{ème} période ont été fréquemment émis par des acteurs non obligés du dispositif d'une part et que des textes, tel que la PPE, en reprennent l'idée d'autre part.

La 3^{ème} période a déjà vu ses objectifs être notablement augmentés (+ 100 % en comparaison de la seconde période). Au surplus 150 Twhc ont ajouté au titre d'une obligation « complémentaire » de précarité alors qu'il s'agissait en projet de loi d'en flécher une partie de l'obligation initiale. Si le choix parlementaire ne peut être contesté, **il convient de reconnaître que la hausse de l'obligation en cours de 3^{ème} période a déjà eu lieu à ce titre.**

La FF3C ne soutient la proposition d'extension d'une année de la 3^{ème} période qu'à la condition d'un statu quo.

À défaut, elle se prononce pour le respect du calendrier législatif fixant la 4^{ème} période de 2018 à 2020 en émettant une réserve quant à l'obligation dite de « précarité ».

Fixation des objectifs pour 2018, voire 2019 et 2020 :

La proposition de hausse est argumentée par une étude de l'ADEME sur l'existence de « gisements » suffisants qui devraient permettre aux entreprises obligées de ne pas supporter la pénalité financière prévue par le code de l'énergie.

La nouvelle étude de l'ADEME indique un « gisement » situé entre 420 et près de 500 Twhc par an. Cette étude est étonnement différente de l'étude menée par l'ADEME en préparation de la 3^{ème} période, à l'époque à 300 Twhc par an.

La France a informé la commission européenne que son rythme de réduction de la consommation finale d'énergie, sur la base de 2015, était de 1,59 MTep par an contre 1,120 MTep requis des exigences de la directive.

La France indique être en avance sur son objectif de réduction de la consommation d'énergie finale, de l'ordre de 6 %.

La cour des comptes dans son rapport établi en 2013, estime qu'un objectif de 600 Twh cumac par période triennal est en ligne avec la directive européenne.

La nouvelle étude de l'ADEME accroît les gisements malgré une perte substantielle de valorisation des opérations standardisées, sur les équipements thermiques notamment.

Cet accroissement théorique de gisements semble être sous tendue par un paramétrage de coût de CEE à hauteur de 4000 € du Gwh cumac, contre 1500 € en la situation actuelle.

On ne peut que s'interroger sur une analyse du dispositif semblant reposer désormais et pour l'essentiel sur le niveau de valorisation des certificats.

Si nous pouvons comprendre l'inquiétude théorique qu'un marché trop faiblement valorisé conduirait à une extinction des actions, nous critiquons cette thèse.

Les obligés, contraints par la menace de pénalité, n'ont pas d'autres choix que d'agir ou faire agir.

Il ne nous apparaît pas anormal que le rythme des opérations subisse des fluctuations car il s'agit de la conséquence normale d'une durée d'obligation donnée, en l'occurrence une période triennale.

Une anticipation nationale de l'objectif communautaire serait en outre dommageable pour l'économie domestique et obérerait la faculté d'atteindre de futurs objectifs européens, passé 2020.

En conséquence nous ne pouvons qu'appeler à une modération du dispositif en se tenant à l'objectif communautaire, soit une réduction de consommations finale de 1,5 % par an ou 600 Twh cumac par période triennale.

Enfin, l'obligation spécifique de « précarité » nous paraît devoir être ré analysée car elle n'est pas naturellement de la compétence des obligés.

S'il est apparu pratique de se servir de ce dispositif pour en financer partiellement les actions de réduction de la précarité énergétique, les obligés se trouvent en faible capacité de convaincre les bénéficiaires directement.

De nombreuses collectivités territoriales sont mobilisées sur le sujet, ainsi que l'ANAH. En leur qualité d'éligibles au dispositif et en accordant des aides directes bien plus substantielles, elles démontrent leur pertinence dans ce domaine.

De ce fait et en considération qu'il existe un organisme public de traitement du dossier de la précarité, à savoir l'Agence Nationale de l'amélioration de l'Habitat (ANAH), il apparaîtrait cohérent et efficient de lui confier intégralement cette problématique, quitte à ce que les obligés assurent une partie du financement nécessaire.